

SOCIETE DE DEVELOPPEMENT DE MARTEREY-BUGNON

PROCES VERBAL

Séance du Comité du 9 avril 1959 à la salle de l'Hôtel de
l'Ours.

Sont présents : Messieurs MARVILLE, CHAPPUIS, MARGUET, RITTER, Le COULTRE, BUCHER, PAHUD et HASLEBACHER.

Sont excusés : Messieurs VOEGELI, GAFNER et RICHARD.

La séance débute à 2038 hrs sous la présidence de M. Marville, président.

Il est procédé à la lecture du procès verbal de la précédente assemblée, accepté sans autre. Il est confirmé à M. Bucher que le Comité a décidé de faire un versement supplémentaire de Fr. 10.-- au Amis de la Cité, pour l'illumination de la Cathédrale.

M. Le Coultre, absent, lors de la dernière séance, pose quelques questions sur le rapport complémentaire que M. Voegeli développera sur les activités de la Société, lors de la prochaine assemblée générale; toutes les explications lui sont données, spécialement par M. Chappuis qui pense que nous devrions éventuellement, à titre de propagande, éditer une plaquette-bulletin, comme le font d'autres Sociétés de développement.

Assemblée Générale :

M. Marville met au courant le Comité sur le déroulement de la prochaine assemblée générale, notamment en ce qui concerne la partie des loisirs. L'assemblée est fixée à la salle de l'Hôtel de l'Ours, le jeudi 21 mai 1959, à 2030 hrs, avec participation d'un petit orchestre dirigé par M. Prior et d'un "diseur": M. MORAX

M. Marville informe le Comité qu'il remet sa démission en tant que président. Mais, devant les arguments de Messieurs Ritter, Chappuis, Le Coultre et Marguet, M. Marville fait machine arrière et se voit obligé de renouveler son mandat.

Le concert populaire par l'Harmonie, aura lieu à la place de l'Ours, le vendredi 5 juin 1959.

Il est ensuite donné lecture d'une lettre de Mme. Krayenbuhl, au nom de l'Union des Sociétés féminines, proposant l'organisation de causes et d'initiations politiques. Cette suggestion est refusée selon article III de nos statuts.

SOCIÉTÉ DE MARCHÉS PROPRIÉTÉS DE MARCHÉS-AGENCE

ROUSSÉ VILLE

Séance du Comité du 9 mai 1953 à la suite de l'Assemblée générale

1. Ordre

Point présents : Messieurs MARIE, CHAPUIS, AUBERT, LITTER, le
CHATRE, BOHÉ, LABORD et HAZEMECKER.

Point excusés : Messieurs AUBERT, CHAPUIS

La séance débute à 2030 hrs sous la présidence de M. Léonard, président.

Il est procédé à la lecture du rapport de la précédente assemblée accueilli sans suite. Il est constaté à M. Berger que le rapport de l'Assemblée au titre du vote de cité, que l'assemblée approumant la révision au moyen d'une motion de résolution a été déposé à la Chambre.

M. le Comptre, secrétaire, joint à la dernière séance, pose quelques questions sur les rapports comparatifs des deux sociétés sur la Société de l'Assemblée : pour faire face aux exigences financières de la Société, il convient d'autoriser l'Assemblée à emprunter jusqu'à 10 millions de francs, dans la mesure où une garantie éventuelle sera fournie par la Société. M. Berger répond que l'Assemblée peut emprunter jusqu'à 10 millions de francs, mais que la Société ne peut pas emprunter plus de 5 millions de francs.

Assemblée Générale :

Il est décidé que la Société de l'Assemblée soit invitée à se réunir à Paris le 21 mai 1953 à 2030 hrs, avec la participation d'un représentant de l'Assemblée et d'un représentant de l'Assemblée générale. M. Berger, en tant qu'agent de l'Assemblée, fait savoir que l'Assemblée générale sera tenue à Paris le 21 mai 1953.

M. Berger informe le Comité que la Société de l'Assemblée a demandé à la Société générale de Paris de lui donner un mandat pour voter au nom de l'Assemblée. M. Berger, en tant qu'agent de l'Assemblée, fait savoir que l'Assemblée générale sera tenue à Paris le 21 mai 1953.

Le Comité décide de voter à l'unanimité, sans faire à la place de l'Assemblée générale à Paris le 21 mai 1953.

Il est fait état de l'absence d'une personne à la réunion de l'Assemblée générale, probablement à cause de l'absence de certains membres. M. Berger, en tant qu'agent de l'Assemblée, fait savoir que l'Assemblée générale sera tenue à Paris le 21 mai 1953.

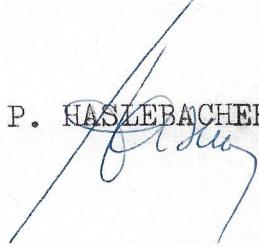
Sur demande de M. Chappuis, le Comité décide d'intervenir auprès des services industriels pour l'éclairage des avenues de Béthusy et de Beaumont, qui est traité en "parents pauvres" vis-à-vis de routes secondaires comme les avenues Verdeil et Secrétan.

Place de l'Ours :

La question de la Place de l'Ours est reprise et chacun expose les petits incidents journaliers, en tant qu'automobilistes et piétons. La circulation devient impossible aux heures de pointe et spécialement à midi. Il y a lieu d'intervenir énergiquement auprès de la police. Le nécessaire sera fait immédiatement.

M. Bucher nous donne connaissance du rapport de caisse et le Comité approuve 20 radiations pour non paiement de cotisations, départ en d'autres lieu, etc.

La séance est terminée à 2210 hrs.

P. HASLEBACHER : 

Lausanne, le 23 avril 1959

Sur demande de M. Ondras, je constate que les services administratifs pour l'école sont assurés par le "bureau" sis à la Boulardie, qui est affilié au secondaire comme les autres établissements.

Prise de 10 ans :

La démission de M. de L'Isle est motivée et décrite comme résultant de la nécessité d'assurer la continuité du fonctionnement de l'école, la situation financière étant très précaire et la direction n'ayant pas pu trouver de moyen de financement suffisant dans le budget de la police, lequel est limité. Il y a donc une nécessité de faire immédiatement.

M. Brucher nous donne comme contrepartie de cette démission la suppression du conseil d'administration pour un certain temps, également en vertu de la loi sur l'éducation, et ce, jusqu'à la fin de l'année scolaire.

La séance est adjournée à 2210 hrs.

: M. HANNAH:

Promesse, le 25 avril 1953